



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
D'ÎLE-DE-FRANCE

GROUPE DE SUBDIVISIONS DE SEINE-ET-MARNE

BUREAUX DU LAC :  
14, RUE DE L'ALUMINIUM - 77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE CEDEX  
TÉL. : 01 64 10 53 53  
FAX : 01 64 41 61 99

<http://www.ile-de-france.drire.gouv.fr>  
Mél : medhy.melin@industrie.gouv.fr

MM/MD/0435  
Affaire suivie par M.MELIN  
Référence : E/04-189

SAVIGNY-LE-TEMPLE, LE

10 0 FEV. 2004

## INSTALLATIONS CLASSEES

**OBJET :** Cessation d'activité - mémoire

### ENTREPRISE CONCERNEE :

**MAGER**  
52, rue de la Roquette  
75540 PARIS CEDEX 11

### SITE CONCERNE :

Chemin du Corps de Garde  
Zone Industrielle de Vaires-sur-Marne  
77360 VAIRES SUR MARNE  
77500 CHELLES

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne (D.A.I.) a transmis à Madame le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Île-de-France un mémoire de cessation d'activité transmis par la société MAGER.

### I - RAPPEL

La société Léon MAGER était autorisée, par arrêté n° 65 SRE 5723 du 25 janvier 1965, à exploiter un dépôt de tubes métalliques et un atelier de fabrication de profils en plomb (comportant une fonderie) visé par la rubrique n° 284-1-b.

Elle a bénéficié également d'un accusé de réception du 20 mai 1975 au titre des rubriques n° 253-3 (dépôt de liquides inflammables) et 33 bis (compression) et d'un récépissé de déclaration du 19 février 1987 au titre de la rubrique n° 355-A (transformateur au PCB).

Lors d'un recensement des installations de fonderie au plomb, nous avons découvert que la société MAGER avait cessé ses activités et avait omis de le notifier à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne.

Aussi, la société MAGER a été mise en demeure par arrêté préfectoral n° 02 DAI 2IC 381 du 4 décembre 2002 de notifier sa cessation d'activités, de remettre le site en état et de produire le mémoire de cessation d'activités prévu à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

## **II - DOCUMENT TRANSMIS PAR LA SOCIETE MAGER**

Le document transmis par la société MAGER intitulé mémoire de cessation d'activité a été réalisé avec le concours de l'APAVE Parisienne.

Ce document, qui indique notamment que les activités ont cessé en 1991, que le démantèlement a été réalisé entre 1991 et 1996 et qu'actuellement cet établissement est exploité par la société SATINOX qui n'a pas repris les activités, dresse un historique intéressant du site.

En effet, il fait état d'une description du site et des données recueillies, de l'environnement, de la vulnérabilité et des conditions remises en état. Il conclut que toutes les mesures ont été prises pour protéger les intérêts du titre I du Livre V du code de l'environnement.

## **III - ENQUETE ET AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Concernant la partie historique du site, le document est relativement de bonne qualité dans la mesure où l'exploitation s'est arrêtée il y a plus de 10 ans. Quelques erreurs se sont glissées comme par exemple le fait que la Marne ne serait pas exploitées pour l'eau potable ce qui est erroné.

De plus, la source de pollution issue des retombées atmosphériques et en particulier des retombées de poussières de plomb a été oubliée. Ceci est d'autant plus regrettable que c'est l'un des impacts principaux sur ce type d'installation.

Par ailleurs, la présence et le devenir du transformateur au PCB ne sont pas précisés dans le document.

De même, concernant le cuve de FOD de 20 m<sup>3</sup>, il est indiqué qu'elle a fait l'objet d'un dégazage et qu'elle est toujours sur place mais il n'est pas indiqué si elle a été inertée.

Concernant, les mesures de remises en état, il est indiqué que les installations ont été démantelées, que les déchets ont été enlevés et que le site est clôturé. L'exploitant indique qu'il n'y a pas lieu de procéder à des travaux de dépollution.

Sur ce dernier sujet, l'Inspection des Installations Classées est en total désaccord. Non qu'il y ait forcément nécessité de procéder à des travaux de dépollution mais qu'en l'état actuel des choses cette affirmation n'est pas démontrée et n'est que péremptoire.

En effet, aucune investigation dans les sols et dans les eaux souterraines n'ont été réalisées. Ceci concerne notamment les paramètres PCB au niveau du transformateur, les hydrocarbures au niveau des cuves et des fosses du laminoir et enfin le plomb dont les poussières ont peut être contaminé l'environnement.

Par conséquent, la société MAGER doit réaliser des investigations complémentaires sur les sols et les eaux souterraines. Le cas échéant, elle proposera des mesures de surveillance des eaux souterraines et/ou des travaux de dépollution.

#### IV - CONCLUSION

Nous proposons à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne d'indiquer les éléments ci dessus à la société MAGER et de lui demander de répondre à l'ensemble des points soulevés dans un délai de 3 mois.

Nous proposons également à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne d'indiquer à la société MAGER que sans réponses satisfaisantes à ces demandes, elle s'expose à des sanctions administratives et pénales.

L'Inspecteur des Installations Classées,

  
M. MÉLIN

Vu, adopté et transmis,  
Pour le Directeur et par délégation,  
Le Chef de groupe de Subdivisions,

  
Claude POINSOT

